

Une journée en campagne

LES DEUX RÉFÉRENDUMS DE SARKOZY FONT COULER BEAUCOUP DE SALIVE...

Les deux dernières propositions de Nicolas Sarkozy annoncées vendredi soir au 20-Heures de France 2 – deux référendums le jour du second tour des législatives, le 18 juin 2017, l'un sur le regroupement familial et l'autre sur les fichés S « les plus dangereux » – continuaient, hier, à faire parler parmi ses concurrents au sein de la primaire de la droite et du centre.

« On sort de l'État de droit sans aucune efficacité supplémentaire », a commenté, hier, Bruno Le Maire [photo François Vignola], réagissant à la seconde proposition formulée sur la mise en rétention des « fichés S les plus dangereux », avec un contrôle du juge *a posteriori*. L'accusant même de « céder à la facilité sur des sujets aussi sensibles. C'est encore une diversion », a-t-il affirmé.

Bruno Le Maire, qui a affirmé qu'il ne ralliera aucun des deux candidats qualifiés pour le second tour de la primaire, souhaite lui-même organiser un référendum s'il est élu Président, mais « dans le courant du quinquennat ». La consultation porterait sur l'Europe, et plus précisément « les modifications des traités nécessaires à de nouvelles orientations européennes ».

Dans le camp Juppé non plus, ces promesses de référendum n'emballent pas. Invité de France Info hier, son porte-parole Édouard Philippe [doc BFMTV] s'est montré, lui, dubitatif sur la possibilité d'organiser deux, voire trois consultations si tôt après l'élection : « Il faut se poser la question de savoir comment tout ça est organisé, si ça respecte les règles qui régissent l'organisation même du référendum. Les experts, les juristes le diront. Ce que j'observe, c'est que c'est le troisième référendum que Nicolas Sarkozy propose pour le 18 juin. Hier il a formulé deux propositions [...] et puis il avait, quelque temps auparavant, proposé de revenir par référendum sur la loi interdisant le cumul des mandats. [...] On ne sait pas, par exemple, si l'internement des "fichés S" relève de l'article 11 », a poursuivi le député-maire du Havre.

Surtout, le porte-parole du maire de Bordeaux a rappelé avec force amusement qu'en 2007, Nicolas Sarkozy était farouchement opposé à l'organisation d'un référendum aussitôt après l'élection : « J'observe que Nicolas Sarkozy, en 2007, lorsqu'il était candidat à l'élection présidentielle, avait pris très fortement position contre l'idée d'organiser des référendums juste après son élection. Il avait d'ailleurs eu des mots très forts. »



INTERDICTION DU VOILE : BENOIST APPARU TACLE L'ANCIEN PATRON DES LR



Alors que Nicolas Sarkozy affirme dans son dernier livre qu'il souhaite interdire le port du voile dans l'espace public, le porte-parole d'Alain Juppé, Benoist Apparu [doc BFMTV], a dénoncé sur BFMTV et RMC « une loi exclusivement pour les musulmans ». Selon lui, « il serait totalement contraire aux principes français, sur le plan du droit et des valeurs, d'interdire de porter le voile ». « Ça veut dire quoi? Qu'on interdiera la kippa pour les juifs, le voile pour les bonnes sœurs, jusqu'où on va ? », s'est-il indigné avant d'inviter les politiques à être « sérieux, posés et crédibles ». A sept mois du premier tour, l'exercice va devenir périlleux...

LES CRAINTES DU PATRON DU PS EN CAS DE VICTOIRE DE JUPPÉ

Face à l'éventualité de votes de gauche à la primaire – les fameux « déçus du hollandisme » – qui pourraient faire élire le maire de Bordeaux à la primaire de la droite et du centre, le Premier secrétaire du Parti socialiste, Jean-Christophe Cambadélis [DR], a lancé, hier, une mise en garde : « Alain Juppé à la primaire, c'est Marine Le Pen aux législatives... Car si Nicolas Sarkozy est trop à droite pour la France, Alain Juppé est nulle part. Trop centriste sur l'identité pour la droite, trop ultra-libéral sur le social pour la gauche. Et je comprends que Marine Le Pen, dans ces conditions, l'épargne. »

Le patron des socialistes récuse aussi l'hypothèse de votes significatifs d'électeurs de droite à la primaire organisée par le PS en janvier. « Quant aux électeurs de droite et d'extrême droite, je ne les vois pas venir arbitrer un débat dans une gauche dont on dit dans les sondages qu'elle ne sera même pas au second tour. Pas plus que je ne vois les mélenchonistes ou les duflotistes soutenir un candidat qui serait obstacle au leur. Donc tout cela est construction », balaye-t-il.

